Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Pour-que-vive-et-se-ragaillardisse

Pour que vive et se ragaillardisse le Parti communiste français.

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : mercredi 29 octobre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

CE PARTI POUR CONSTRUIRE LE FUTUR !

Les raisons d'un choix :

J'ai adhéré voici plus de 60 ans. A déjà près de 30 ans, et, Docteur en Droit, ce n'était pas un coup de tête de jeunesse. Au sortir d'épreuves marquées par ce qu'on appelait « la trahison des trusts » et enseigné par les compromissions social-démocrates, le PCF m'apparaissait comme le seul outil d'action pour un changement de société. C'était un choix de civilisation, fondé sur la prise de conscience que celle-ci passait par un choix de classe.

C'était ce choix qui faisait dire par un Langevin « plus j'apprends, plus je deviens communiste », d'un Joliot « je ne me suis jamais senti aussi libre que depuis que je suis communiste », et par un Picasso « je vais au communisme comme on va à le fontaine ».

Même si elle s'y est ajoutée, la référence à l'URSS ne fut qu'un plus mais pour rien dans l'option fondamentale.

Toujours à l'école :

Langevin disait aussi « Plus je suis communiste et plus j'apprends ». Je n'ai pas arrêté d'apprendre, de découvrir, de mettre à jour, à la faveur de l'évolution des évènements, et de l'apport permanent de la réflexion de « l'intellectuel collectif » qu'était le Parti dans la diversité de ses composantes et de leur expérience de la vie et des luttes.

J'ai d'abord appris à me dépouiller de tout ce que j'avais reçu de l'idéologie dominante, à être en garde contre ses retours incessants, à découvrir les nouveaux horizons du matérialisme dialectique, puis peu à peu à les déschématiser, à tout désidéaliser, à tout mettre en perspective, à intégrer les contradictions. Grâce à quoi, sans jamais changer le choix fondamental, je n'ai pas arrêté d'en changer la vision et la mise en pratique.

C'est une des raisons pour lesquelles je refuse l'anathème d'archaïsme ou de nostalgie : on disait que « le communisme est la jeunesse du monde ». Je persiste à le penser, et à penser que ne pas en démordre est une démarche tournée vers l'avenir donc une démarche de jeunesse.

Essai d'analyse matérialiste de la crise actuelle

D'abord, je récuse le terme de « déclin », qui accréditerait une idée de dépérissement d'un être en fin de vie. Le terme d'« effondrement » traduit mieux comment une construction s'écroule pour une cause qui peut ne pas lui être substantielle, et laisse ouverte la possibilité de reconstruction.

Plus exact encore est le terme de « perte de crédit », qui rend compte à la fois de l'effondrement des effectifs et de celui des suffrages électoraux.

Copyright © Le Vénissian

C'est cette **perte de crédit** dont il faut rechercher les explications.

Et il ne faut surtout pas voir dans les résultats municipaux et cantonaux un démenti et une raison de se rassurer et de penser que le temps des interrogations serait périmé.

Ces résultats sont en effet divers et contradictoires, et tendraient au contraire à vérifier ce qui suit : les bons résultats ont été là où n'a pas été pratiquée la délégation de pouvoir mais une relation politique vivante avec la population. Et là où il y a eu échec, que ce soit par des pertes ou des non-gains, les candidats locaux ont manifestement pâti de l'absence d'image nationale. Plus particulièrement 1) il est permis de penser que les abstentionnistes sont en grande partie ceux que nous ne mobilisons pas, 2) les primaires en Seine St Denis n'auraient jamais permis la victoire des socialistes si le Parti n'apparaissait pas avec une différenciation si faible qu'elle est ressentie comme une affaire de boutique.

Les mauvaises explications :

La malédiction du passé : le « stalinisme » du Parti, la solitude sectaire, le rapport à l'URSS.

La pratique du Parti a certes connu des défauts, mais n'a jamais été ce que veulent bien en dire des oracles qui ne l'ont pas vécue et sont simplement sur la défensive devant les campagnes habituelles des adversaires de classe.

Le Parti était beaucoup plus solitaire dans les années 30 et c'est le moment où il s'est développé, précisément sur la basse de sa différence.
C'est pour les élections présidentielles de 1969 qu'il a obtenu son meilleur score électoral.

Pourtant,
1. on connaissait tout du stalinisme en URSS,
2. le Parti ayant seul voté d'abord contre la constitution de 1958, puis contre l'élection du Président de la République au suffrage universel,
3. il était plus seul que jamais, s'était retrouvé en 1968 à lutter sur deux fronts contre la droite et contre le gauchisme (et y compris en son sein contre Garaudy sur sa droite et J. Vermeersch sur sa gauche), et venant d'être exclu des tractations du PS et de Mendès-France
4. en fait de discrédit pour « stalinisme » interne, le candidat était celui qui avait fait applaudir Staline à Wagram après le 20è congrès du PCUS.

Une obsolescence exigerait de faire autre chose correspondant aux nécessités nouvelles.

La mystique de la modernité est un produit de l'idéologie dominante : combinée de technicisme et se développant sur le terrain favorable dé la révolution scientifique et technique et du développement de forces productives, elle prend le relais des diversions religieuses ou réformistes pour occulter l'enjeu dominant des rapports de classe (avant-hier, la religion au-dessus des classes, hier l'Etat au-dessus des classes, et aujourd'hui la technique et la modernité au-dessus des classes).

Pourtant plus que jamais l'essentiel demeure l'exploitation de l'Homme par l'Homme, donc l'antagonisme entre

Copyright © Le Vénissian

exploitants et exploités. Ce qui change est 1) la ligne de front qui n'est plus seulement entre prolétariat et bourgeoisie de masse, mais entre peuples et capital mondialisé, 2) le mode d'exploitation (révolution informatique et médiatique). Cela peut conduire un parti communiste à réfléchir sur ses moyens d'action et sur son champ d'écoute et d'organisation, mais ne change rien à la nécessité de son existence originale comme parti de lutte de classe, et plus que jamais sur sa base spécifique unissant **classe, nation et internationalisme.**

Donc ni la malédiction du passé ni l'obsolescence ne sont des explications valides, et il faut en chercher d'autres.

Quelques pistes d'explications :

La compromission avec les socialistes. Force est de constater que c'est avec les élections de 1981 que l'érosion a commencé à se manifester dans l'électorat, entraînant en spirale l'érosion dans les effectifs par perte de confiance. D'où une propension à inculper principalement la compromission avec le PS.

L'érosion a d'abord fonctionné au profit du « vote utile » : dès lors que le programme était le même, aucune raison de voter plutôt pour le parti.
Il s'est aggravé d'une prétendue nécessité de solidarité gouvernementale qui exigeait de mettre une sourdine aux actions pour ne pas gêner nos ministres.

Pourtant on aurait pu participer au gouvernement et ne pas pour autant relâcher l'action.

Il y a eu là la première amorce d'une autre dérive : la délégation de pouvoir.

La dérive de la délégation de pouvoir

C'est elle qui se manifeste déjà à l'occasion du programme commun.
L'idée en avait été lancée déjà par Waldeck Rochet, et elle pouvait prospérer si ce programme avait été une référence de luttes populaires. Mais c'était sous-estimer les méfaits qu'avait déjà causé dans la conscience populaire (et chez les militants) la délégation de pouvoir, produit combiné des institutions de la 5è et de l'influence idéologique de la révolution scientifique et technique.

De façon constante et notamment dans son discours du Congrès d'Ivry en 1945, Maurice Thorez avait dénoncé la tendance habituelle du Parti à pratiquer l'union à la tête au préjudice de l'union à la base, en lançant notamment cette phrase célèbre : « L'union à la base toujours, l'union à la base et à la tête quelque fois, l'union à la tête seulement jamais ».
Or le programme commun a fonctionné comme un accord dont l'application était déléguée aux états-majors politiques.

Cependant, le mal n'était encore pas structurel, et n'affectait que le niveau tactique et non le niveau stratégique, et pouvait donc être redressé.

Vint alors la mutation

Copyright © Le Vénissian

Avec la mutation, on passe de l'erreur tactique possiblement passagère à la remise en cause stratégique et structurelle, qui va marquer non plus seulement une aggravation quantitative du glissement mais un « bond en arrière » de nature qualitative et substantielle.

On ne peut pas s'étonner de la chute vertigineuse de crédit du Parti, quand c'est sa direction elle-même qui la nourrit.

En effet, elle se caractérise par une répudiation de tout le passé, au nom des mêmes arguments qui ont toujours rassemblé contre lui l'adversaire de classe de la droite et les collaborateurs de classe de la social-démocratie (au point de les trouver ensemble à la tête des incendiaires des sièges en 1956).

Pour tout rénover, on va commencer par démanteler ses structures et supprimer les écoles. Et la dominante est de refaire à l'envers un congrès de Tours, que l'on caricature en allégeance à Moscou, alors qu'il est d'abord celui d'un Parti Socialiste de l'époque qui sous l'impulsion de « la génération du feu », purge la trahison de ses dirigeants compromis dans « l'Union Sacrée ».

Pourquoi ce virage à 180 degrés ?

En tant que marxistes, il faut essayer d'en faire une analyse matérialiste et d'en dégager des raisons objectives, où plusieurs ingrédients vont s'alimenter mutuellement :

D'abord une évidence chronologique :

La « mutation » est contemporaine de l'effondrement de l'URSS, et tout se passe comme si c'était un soulagement. En tout cas il va falloir faire avec (ou « sans »).

Enfin on est débarrassé de cette compromission et on va même peut-être pouvoir redevenir fréquentable, à condition de bien marquer qu'on a soi-même tourné la page, et qu'on a pris la mesure de sa propre culpabilité. Ainsi espère-t-on avoir l'absolution.

Déjà au lendemain de 1968, des esprits distingués d'une certaine gauche ne nous invitaient-ils pas à être « crédibles », en étant moins propagandistes et dogmatiques ?

Et pour être crédibles, tant qu'à faire, faisons amende honorable sur notre propre passé, en le marquant le plus spectaculairement possible, avec l'abandon des références théoriques, grevées de l'anathème de « dogmatisme », et la structure des cellules, grevée de « militarisme ».

Tout cela est facilité par la pénétration de l'idéologie dominante.

Il a toujours été de l'éducation du Parti de se rappeler que l'idéologie dominante est en éternel retour et que le Parti ne peut pas y être imperméable.

Copyright © Le Vénissian

L'idéologie de la modernité dont on a déjà noté qu'elle est objectivement secrétée par le développement des forces productives va favoriser l'idée que le Parti tel qu'il est une vieillerie dépassée, et offrir un alibi rêvé pour se débarrasser de cet encombrant passé et se montrer différents et blancs comme neige.

Cette idéologie générant des déviances technicistes par spécialités et une nouvelle division du travail, qui est une division des compétences, va reprendre, actualisée, la vieille idéologie bourgeoise « laissez faire la politique à ceux qui savent », va secréter une professionnalisation de la politique (avec dichotomie entre classe politique et « société civile »). A partir de quoi, tous les repères étant mis au musée des antiquités, va demeurer, lancinante, la perception immédiate des problèmes tels qu'ils s'expriment en surface avec les reculs électoraux.

Et la gestion de la crise va se polariser sur les critères électoraux et les recettes électoralistes.

La même image électoraliste et politicienne que tous les autres

Le raisonnement va être simple : pour avoir des voix, il faut plaire aux électeurs, donc penser comme eux.

Déjà dans « le Défi démocratique », rompant avec la tradition d'affirmer la fierté de notre différence, Georges Marchais s'emploie à rassurer en protestant que nous sommes un parti comme les autres.

Mais cette fois on va plus loin : Si la priorité est dans les enjeux électoraux, il ne faut pas choquer les électeurs en tenant un discours à contre-courant.

En parfaite cohérence, la tactique va prévaloir sur la stratégie. Et on va apparaître comme, s'orientant au coup par coup non en fonction d'une boussole que l'on peut donner à voir, mais en fonction de ce que l'on pense pouvoir attendre d'habiletés circonstancielles. C'est la définition même de l'opportunisme.

La même délégation de pouvoir démobilisatrice

Enfin, par nature, une telle option est en dépendance exclusive de manoeuvres d'état-major, comportant tous les marchandages au sommet, et l'accréditation de l'entrée dans le club de la politique politicienne, avec donc un renvoi à une aggravation constante du discrédit, à partir de cette idée simple que si le Parti Communiste est et fait comme les autres, on peut se demander quelle est sa raison d'être et quelles raisons peut-on avoir de lui faire confiance.

Il en résulte que, alors qu'autrefois le Parti était identifiable par le fait qu'il ne pensait pas comme les autres, qu'il apparaissait souvent comme ayant le seul tort d'avoir eu raison trop tôt, mais permettant de faire à l'épreuve des faits la vérification qu'il avait raison, que l'on était en quête de ses analyses parce qu'elles étaient différentes, son insertion dans une sorte de pensée unique de la « gauche » lui retire toute raison d'exister.

De plus, cet électoralisme délégataire qui ne s'investit plus dans les luttes fait perdre au Parti le crédit que lui valait d'être d'abord un animateur de mouvement populaire. Et en corollaire il a perdu une de ses vertus essentielles, l'élément passionnel, tout ce que contenait « le mot camarade ». En croyant devoir se plier à l'ultimatum d'être « raisonnable », on est dépouillé de la dimension affective qui était un indispensable ferment d'intense humanité et d'engagement dans les luttes. On a remplacé la confiance en l'avenir en une inquiétude permanente.

Copyright © Le Vénissian

Du révolutionnaire au gestionnaire :

De cette débâcle doctrinale a découlé tout normalement une débâcle de la relation aux masses populaires et se caractérise globalement et sous tous ses aspects par la délégation de pouvoir et la réduction à des différenciations gestionnaires.

La dernière campagne des présidentielles en aura été une illustration typique :

Alors qu'autrefois, les dirigeants communistes disaient toujours « Nous », ils disent aujourd'hui « Je ». Les propositions ne sont plus celles « du PCF » mais de Robert Hue puis de Marie-George Buffet.
Au surplus la méthode consistant à présenter des listes de propositions de réformes pont par point, et souvent de réformettes ne donne pas à voir et à choisir de grands axes de lutte, et les « propositions » se présentent comme la collection que propose un représentant de commerce.

Par leur nature et leur contenu elles dépassent rarement un niveau gestionnaire : « ce que je ferais si j'étais au gouvernement ».

Extériorisation du rapport à la population et aux militants eux-mêmes

Enfin, les campagnes, de façon générale ne consistent plus à organiser des luttes et à les alimenter, mais à s'adresser aux gens en leur disant « voilà ce que nous vous offrons de faire pour vous », ce qui dans le meilleur des cas constitue un appel à la délégation de pouvoir au Parti.

Au demeurant, tout le rapport aux forces populaires est marqué de cette démarche : quand on fait des assemblées et des forums, ce n'est pas pour organiser l'action, mais pour « consulter » la population sur ce qu'on doit faire. C'est d'ailleurs bien ce que signifie le mot d'ordre de « démocratie participative ». « Participer » n'est pas « diriger ». La « démocratie participative » veut dire qu'on laisse une place à la base pour prendre une part, mais seulement une part.

Le fonctionnement interne lui-même en est marqué : le prétendu démocratisme qui consiste à inviter les communistes à donner leur avis par référendum interne, ou en répondant à des questionnaires est une officialisation de la délégation de pouvoir puisqu'elle réduit le militant à répondre aux questions que la direction décide de lui poser pour ensuite en tenir compte ou non dans son action.

Les masses populaires sont « mutées » en clientèle potentielle et les militants comme des instruments de ce clientélisme. Il est normal que dans ces conditions le corps dépérisse et que peu à peu ne reste que la tête, pour qui l'étiquette n'est plus que la marque de référence dans les compétitions politiciennes de sommet.

Il est également normal que puisse se poser alors la question de la raison de maintenir l'existence d'un Parti dépouillé de toutes ses justifications spécifiques

La logique de la dynamique liquidatrice

Copyright © Le Vénissian

Cette analyse n'implique pas nécessairement une perversion des acteurs de cette dérive. Sans aucun doute, il y a des cas individuels pour lesquels elle a favorisé tous les carriérismes propres aux partis bourgeois, mais jusque là étrangers au Parti. Mais de façon générale, il faut faire à ces acteurs le crédit de la bonne foi et de la bonne volonté.

Sans aucun doute veulent-ils et croient-ils être utiles. C'est là encore une des caractéristiques de l'opportunisme.

Il est vrai que l'autre caractéristique est que, depuis près de 20 ans que la dérive a fait ses ravages, bon nombre de ceux-là n'ont rien connu de ce passé qu'ils vilipendent à l'aulne de ce qui leur en est raconté par ceux qu'il leur est plus commode d'écouter.

Et aussi que depuis 20 ans, ils ont complètement oublié (quand jamais ils les ont connus) les repères fondamentaux de la culture politique que tout un héritage enrichi de 70 ans d'expérience avait valu au Parti, et qu'on s'est mis en devoir d'oublier au prétexte de faire peau neuve. Pourtant les résultats devraient les inciter à réfléchir, car, bonne foi ou non, bonne volonté ou non, il leur fait bien faire le constat que ce qu'ils croyaient être utile a été nuisible, que ce qui est en échec n'est pas le Parti mais ce qu'ils en ont fait.

Il est donc vrai que le moment est venu de tout remettre à plat pour faire le bilan et en tirer les conséquences.

Mais le choix n'est pas alors entre liquider le Parti ou le garder tel qu'il est, mais entre liquider le Parti, ce qui ne serait jamais que finaliser le processus engagé depuis 20 ans, ou en finir avec la dérive, et refaire du Parti ce qu'il doit être.

Pour le Peuple de France et ceux du monde, rendre vie et vigueur au Parti Communiste Français. Si le Parti n'existait pas il faudrait l'inventer.

Dire que la nécessité d'un Parti Communiste est dépassée, c'est dire que la Révolution est un objectif obsolète et que la société n'est plus obérée par la contradiction de classes.

L'argument des nécessaires rassemblements ne doit pas se fourvoyer dans de fausses alternatives : c'est aux heures de sa plus grande force et de sa plus grande vitalité de parti que le PCF a été l'artisan des plus grands rassemblements

Encore faut-il retrouver dans la culture jetée aux oripeaux quelle en était la philosophie, demeurée fondamentale : on rassemble d'autant plus large que l'on en réduit les objectifs à ce que le plus grand nombre a en commun. Cela peut même conduire à des rassemblements en cercles successifs : On peut rassembler à la fois 50 sur a + b, et 100 sur a seulement.et 100 autres sur b seulement. Et pendant ce temps, le Parti lui-même garde sa liberté d'agir sur a+b+c+d.

Donc, vouloir supprimer le parti pour y substituer un rassemblement, c'est seulement supprimer le parti, puisque sa suppression n'est pas une condition du rassemblement.

De plus, il est clair que si le Parti peut avoir la liberté d'agir sur a+b+c+d et qu'on y substitue un rassemblement celui-ci sera inévitablement limité à a ou b ou a+ b ou a+b+c, car autrement si c'était pour assurer tous les objectifs du Parti,, il n'y aurait pas besoin d'une autre base de rassemblement, cela signifie qu'on abandonne ce qui du a, du

Copyright © Le Vénissian

b, du c, et du d n'est pas repris par le rassemblement.

Donc oui au rassemblement (et même aux rassemblements), mais certainement pas à la place du Parti, mais au contraire non seulement cela ne doit pas être exclusif du rôle propre du Parti mais en dépend nécessairement.

Ce que signifie revitaliser le Parti

1) Conjuguer au présent une dialectique du futur et du passé

Au cours des années et des luttes, le Parti avait accumulé une expérience qui faisait qu'au lendemain de 1968, à la double épreuve de la lutte sur deux fronts en mai, et du coup de force soviétique à Prague, la maturité des militants avait atteint un niveau de qualité sans précédent. Cela permet de mesurer le gâchis ultérieur.

A la base, si les aspects effectivement positifs de l'expérience soviétique ont pu y avoir leur place, y voir la composante principale de cette culture des communistes participe de l'entreprise de l'adversaire de classe. Cette culture des communistes a principalement fleuri sur le terreau d'un double héritage, celui des philosophes des lumières et des combats du mouvement ouvrier français des origines communales à l'évènement communard, enrichi par un marxisme seulement parfois trop dogmatisé.

Il n'y a donc rien ni de « stalinien », ni de passéiste, d'archaïsme, de nostalgique, ou d'immobilisme à en redécouvrir les sources et les richesses. Elles sont un facteur indispensable de fertilisation de la projection dans l'avenir.

Elles le sont d'autant plus qu'elles-mêmes se sont constituées dans un constant mouvement de mise à jour, à l'épreuve des luttes, des échecs, des modifications du contexte et du comportement de l'adversaire. Ce sont des sources constamment ouvertes à la découverte et à l'enrichissement, les rejeter est se désertifier, avec la prétention puérile d'avoir à tout réinventer comme si rien n'avait jusqu'ici existé ou si a priori tout en était à rejeter parce qu'ayant dépassé la date de consommation !

Pour le vérifier, il suffit de faire un bref inventaire, évidemment non exhaustif, de ces repères :
1) Ce sont les peuples qui font l'Histoire.
2) Les peuples sont enseignés plus par l'expérience (leurs déboires, leurs luttes, leurs succès) que par les discours.
3) Définir le communisme autrement que par une sorte d'humanisme vague dont tous les autres font à bon compte leur panneau publicitaire. Revenir aux fondamentaux, mettre au centre la dénonciation de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, et donc la lutte de classes.

Remettre en honneur des formules ambitieuses comme : le communisme est la substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes, ou encore, c'est la maîtrise des êtres humains sur leurs rapports sociaux et sur la nature. Reprendre avec vigueur les drapeaux du matérialisme historique, et les donner non pas seulement à voir mais à partager.

2) Simplement mettre à jour l'application de cette boussole au moment de l'Histoire où nous sommes

Le stade du capitalisme mondialisé est en proie avec la crise tenant à la contradiction fondamentale qui peut, dans la course aux marchés, conduire aux pires catastrophes pour l'Humanité.

Copyright © Le Vénissian

Cela rend plus actuelle que jamais la nécessité d'une conscience de classe, mais en déplace le front, qui, avec toujours évidemment la classe ouvrière comme moteur, une opposition entre peuples et capital mondial. Nous sommes à une époque où dans tous les domaines l'alternative fondamentale est entre pouvoir sur les peuples et pouvoir des peuples.

Cela pose en termes nouveaux, enrichis, la notion d'internationalisme. Toute l'Histoire du Parti a été imprégnée de la solidarité entre classe et nation. Il serait coupable de penser que cela puisse être périmé, quand, en acquis des luttes passée, le Préambule de la Charte des Nations Unies, en proclamant « Nous Peuples des Nations Unies, avons décidé d'unir nos efforts » a donné à la notion de souveraineté populaire une dimension mondiale, consacrant que les Peuples étaient pluriels, et devaient être égaux, souverains, mutuellement respectueux et solidaires.

3) Ne pas hésiter à remettre au centre en la mettant à jour la question du pouvoir

Cette question du pouvoir est centrale. Encore faut-il la poser de façon adéquate.

On a l'impression que cette question du pouvoir est taboue, qu'on tremble de paraître prôner la prise du pouvoir un jour J, comme si la notion de pouvoir était irrémédiablement compromise par le précédent soviétique de « Parti au pouvoir » et d'autoritarisme de parti.

C'est faire bon marché de ce que dans toute formation sociale, il faut que soient prises des décisions, et que la question de savoir qui les prend et comment, est incontournable. Et la question de savoir qui a le pouvoir sur quoi est un enjeu central.

Et qu'on le veuille ou non, la Révolution est une inversion de pouvoir ; on ne peut pas se dire révolutionnaire et en faire l'économie. C'est d'ailleurs la différence d'avec le réformisme qui ne brigue qu'à se différencier dans des choix purement gestionnaires sans inversion du pouvoir.

Et la démocratie n'est pas une inversion de pouvoir si elle se limite à garantir des libertés. Mais elle l'est si on lui restitue son origine étymologique de « pouvoir du peuple ». Marx ne disait-il pas que la liberté ne voudra plus rien dire quand il n'y aura plus d'oppression, et qu'elle aura fait place à la maîtrise ?

Alors les luttes sont mises en perspective : l'alternative étant pouvoir sur le peuple ou pouvoir du peuple, on renoue avec toutes les batailles de notre peuple pour la souveraineté populaire. On évite le piège libéral du "trop d'Etat" ou de "l'Etat-providence" pour viser à cette ambition que Krouchtchev avait proclamée pour l'URSS mais dont les conditions et l'héritage historiques n'ont pas permis de faire passer dans la vie : l'Etat du peuple entier dont la fonction répressive dans une société de classes fait place à un Etat de service public dans une société libérée de la domination de classe. Il ne s'agit plus alors d'un pouvoir de parti, mais d'un pouvoir du peuple.

Il est évident que, ainsi résumé, cela s'offre à tous les lazzis anti-populistes. Mais le populisme est l'utilisation par des oligarques d'un soutien populaire démagogiquement fourvoyé, alors que le pouvoir du peuple est simplement l'exercice d'une véritable souveraineté populaire.

Et dès lors que la question du pouvoir est posée en ces termes, elle se retrouve dans tous les combats, car c'est dans tous les domaines, et pied à pied, que à tout moment cette question du pouvoir est posée : elle l'est dans la bataille contre les privatisations, dans la défense du service public, s'agissant des attributions des comités d'entreprise, des prérogatives municipales, du mode d'élection, des pouvoirs des élus et de leur responsabilité devant leurs mandants, de la transparence de leurs délibérations, des possibilités d'intervention populaire, de la démocratisation des médias, etc...

Copyright © Le Vénissian

A cet égard, la véritable mutation du PCF a été opérée dans les années 60, quand d'abord Maurice Thorez proclamait à la dernière conférence mondiale des Partis Communistes le droit à la différence, puis quand, préfaçant l'abandon de la dictature du prolétariat, était lancée en 1966 la stratégie de la démocratie avancée menant au socialisme, c'est-à-dire le combat pour la démocratie jusqu'au bout, à la condition qu'elle intègre à la fois le politique et l'économique, et ne soit pas cette caricature de démocratie réduite à l'élection et à la délégation de pouvoir.

D'abord et d'urgence rendre à notre peuple colère, ambition et confiance en lui

Dans sa pièce Nekrassov, Sartre fait dire par un de ses héros « ils veulent désespérer Billancourt ». Le drame est qu'ils y ont réussi, et que, l'effondrement de l'URSS y ayant aidé, le parti lui-même y a contribué, en acceptant de se culpabiliser comme si c'était le moyen de faire peau neuve, et en ne sachant plus ou n'osant plus, une fois privé de la référence à l'exemple soviétique, offrir de perspectives alternatives (alors que les révolutionnaires du 19è siècle n'en étaient pas incapables ni avares, en un temps où il n'était pas question de modèle soviétique).

Il ne s'agit pas, comme c'est un peu partout la mode, de présenter un projet de prêt-à-porter, mais de montrer à notre peuple, à la fois par le discours, par l'exemple, et par l'entraînement, qu'une véritable alternative est nécessaire et possible, et de lui rendre la chaleur et l'enthousiasme d'une véritable perspective de libération humaine.

Sans doute un tel combat doit compter aujourd'hui avec les nouvelles formes de la domination de classe, que ce soit le nouvel opium du peuple que représentent les dévoiements et les diversions de la société de consommation, ou les moyens médiatiques.

Mais cela ne fait qu'exiger le passage à un niveau supérieur de qualité et de vigueur dans le combat de classe et non à le réviser à la baisse et au compromis.

Plus que jamais précisément, cette situation rend nécessaire un parti de classe, ayant une boussole, la donnant à voir et à partager, et qu'il n'ait pas pour souci dominant de rassurer mais de motiver et d'impulser.

Il ne faut pas être grand clerc pour penser qu'en se revendiquant avec fierté de son passé, de son héritage, de son identité, de sa boussole, de son internationalisme, le parti redeviendrait ce phare qui aujourd'hui fait si terriblement défaut à notre peuple.

Un manque et un gâchis

Il est clair en effet que l'un des traits les plus dramatiques de la situation actuelle est que l'adversaire n'a rien de vraiment opposé en face de lui. Les différences et oppositions nourries ou non de phrase anti-libérale, ne disputent que la manière de gérer le capital en plus ou moins social. Il y a certes aussi des discours révolutionnaires, mais ils n'ouvrent pas cette ambition communiste d'une complète libération humaine.

La question de l'Europe en est exemplaire : la seule alternative offerte a été celle d'un « non de gauche », strictement focalisé sur les orientations sociales de l'Europe, alors qu'un non communiste devait, comme en 1954 contre la CED être fondé sur la revendication de ne pas toucher au pouvoir de chaque peuple sur ses affaires et sur le choix entre une Europe de concertation entre des Peuples libres et une Europe d'asservissement supranational. Il

Copyright © Le Vénissian

n'est pas excessif de constater qu'en cette circonstance le Parti a déserté son combat.

Plus généralement, la caractéristique actuelle est que la politique du pouvoir nourrit les mécontentements, mais qu'aucune force politique ne s'offre, comme le ferait un Parti Communiste digne de ce nom, à les faire passer ensemble des protestations catégorielles à un combat commun pour un changement de logique.

Et le gâchis est considérable, car il est évident
1) qu'il y a, notamment dans la jeunesse, une demande considérable,

et 2) que seraient comblés ceux qui retrouveraient des repérages pleurés ou découvriraient alors des horizons insoupçonnés.

Tous sont orphelins de ces enthousiasmes et de ces perspectives qu'on leur a déniés et demandeurs de pugnacité.

Il n'y a rien de passéiste ou de nostalgique à en retrouver la dynamique dans les conditions nouvelles, plus difficiles sous certains aspects, mais plus faciles sous d'autres, de la société d'aujourd'hui.

A l'approche d'un congrès où son existence est posée, les communistes ne doivent pas oublier que leur Parti n'est pas leur propriété mais celle de leur peuple, et par son internationalisme celui de tous les autres peuples, qu'il n'est pas un but en soi mais un moyen historiquement indispensable, et qu'ils n'ont pas le droit d'en disposer à leur guise, que sa vitalisation n'est pas un droit mais un devoir.

Le Parti Communiste Français peut de nouveau constituer une force en procédant a la correction de ses fautes et en retrouvant dans son passé, sa culture et sa forme, sa pugnacité, ses couleurs et sa fierté, sans préjudice d'une créativité féconde pour construire le futur.

Copyright © Le Vénissian